

Brochure n° 3304

**Convention collective nationale**

IDCC : 2190. – **MISSIONS LOCALES ET PAIO**

AVENANT N° 28 DU 3 AVRIL 2007  
RELATIF À LA DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL  
NOR : *ASET0850128M*  
IDCC : *2190*

Entre :

L'union nationale des missions locales et PAIO et des organismes d'insertion sociale et professionnelle (UNML),

D'une part, et

La fédération de la protection sociale du travail et de l'emploi (PSTE) CFDT ;

Le syndicat national des métiers de l'insertion (SYNAMI) CFDT ;

La fédération française santé et action sociale (FFASS) CFE-CGC ;

La fédération de la protection sociale et de l'emploi (PSE) CFTC ;

La fédération nationale des personnels des organismes sociaux (FNPOS) CGT ;

L'union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT) CGT ;

La fédération nationale de l'action sociale (FNAS) CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

En vue d'améliorer le degré et la qualité de prise en charge des personnes confrontées à des situations de grande dépendance, une journée de solidarité a été instituée par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées.

Cette mesure prend la forme :

- pour les employeurs, d'un versement d'une contribution de 0,3 % sur la masse salariale ;

- pour les salariés, de 1 journée de travail supplémentaire, non rémunérée, de 7 heures pour les salariés à temps complet et *pro rata temporis* pour ceux à temps partiel.

## **Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 5.1 de la convention collective nationale des missions locales et PAIO en insérant un article 5.1.1 et un article 5.1.1.2.*

Ce nouvel article 5.1 est rédigé comme suit :

### **Article 5.1**

*Durée hebdomadaire, annuelle et conditions de travail*

#### **5.1.1. Durée du travail hebdomadaire**

La durée du travail est fixée à 35 heures à la date de la signature de la présente convention collective, en application des dispositions légales et réglementaires ainsi que des dispositions résultant de l'accord sur la réduction du temps de travail du 25 mars 1999 étendu, annexé à la présente convention collective.

#### **5.1.1.2. Durée annuelle du travail**

Les parties signataires conviennent que la durée annuelle du travail pratiquée dans les structures ne sera pas allongée du fait de l'application des dispositions de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004.

A l'inverse, l'abrogation de la loi n'aurait pas pour conséquence de la réduire.

En cas de modification de la loi, les parties conviennent de se revoir dans les 3 mois suivant la publication des nouvelles dispositions.

Les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent introduire, sur le sujet traité par le présent avenant, des dérogations moins favorables aux salariés. Si tel est pourtant le cas, ces dispositions seront réputées non écrites et ne pourront produire d'effets.

## **Article 2**

Les parties signataires de cet avenant s'engagent à en demander l'extension.

## **Article 3**

Les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent introduire, sur le sujet traité par le présent avenant, des dérogations moins favorables aux salariés.

Si tel est pourtant le cas, ces dispositions seront considérées comme non écrites et ne pourront produire d'effets.

#### **Article 4**

*Date d'effet de l'avenant*

Le présent avenant prendra effet le 1<sup>er</sup> mai 2007.

Fait à Paris, le 3 avril 2007.

(Suivent les signatures.)